Nous, représentantes et représentants d'Observatoires nationaux sur l'égalité de genre et d'institutions assimilées de 17 pays (dont 16 africains) membres de l'OIF, réunis a Dakar, du 19 au 21 Novembre 2014, dans le cadre d'un atelier international organisé par l'Observatoire National de la Parité du Sénégal avec le soutien de ONUFEMMES, la CEDEAO, CECI et la Fondation Friedrich Ebert, sous le Haut patronage de Son Excellence le Président de la République du Sénégal, M. Macky Sall, à l'occasion du XVème Sommet de la Francophonie,

Ayant décidé de la création d'un Réseau International des Observatoires Nationaux sur l'Egalite de Genre et Institutions Assimilées d'Afrique Francophone, comme plateforme d'échanges, de coordination, de suivi-évaluation, de renforcement de capacités, de promotion de recherche et plaidoyers, et de redevabilité en matière de respect des principes d'équité et d'égalité entre les hommes et les femmes ;

Réaffirmons les principes universels des droits des femmes et d'égalité entre les hommes et les femmes tels que définis par la Charte des Nations Unies, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discriminations à l'égard des Femmes et son Protocole, La Plateforme d'Action de Pékin, la Déclaration Solennelle de l'Union Africaine sur l'Egalite entre les Hommes et les Femmes, le Protocole Africain sur les Droits des Femmes en Afrique et les Objectifs du Millénaire pour le Développement ;

Rappelons les différentes déclarations des femmes francophones dont l'Appel des Femmes Francophones adopté en mars 2013 sur la situation des femmes au sein de la Francophonie ;

Saluons le choix des Chefs d'Etat et de Gouvernement francophone du thème « Femmes et jeunes en Francophonie : Vecteurs de Paix, Acteurs de Développement » pour ce XVème Sommet ;

Saluons l'adoption par les Etats Membres de la Francophonie d'une Déclaration et d'un Plan d'Action francophones sur les violences faites aux femmes et aux filles, adoptés respectivement en mars 2010 et 2013,

Saluons la signature de l'Accord-Cadre de Coopération entre l'OIF et ONUFemmes en mai 2012,

Demandons à nos Chefs d'Etat et de Gouvernement réunis à Dakar dans le cadre du XVème Sommet de la Francophonie :

- L'institutionnalisation dans tous les pays membres de la Francophonie, d'observatoires nationaux sur l'égalité de genre ou d'institutions assimilées dans les Etats qui n'en ont pas ;

- La dotation de moyens humains, techniques et financiers à la hauteur de leurs importantes missions de recherche, de veille, d'alerte, de suivi et évaluation, d'orientation et d'information;

- Une plus grande prise en compte des recommandations présentées dans les rapports des observatoires nationaux sur l'égalité de genre ;

- L'implication des observatoires dans les processus d'élaboration des rapports nationaux et le suivi des recommandations adoptées lors de leur présentation aux divers organismes veillant au respect des engagements pris en matière d'égalité entre les hommes et les femmes telles que la CEDEF, la revue périodique universelle et Beijing+20 ;

- L'intégration effective des normes et conventions internationales garantissant les principes de droits humains des femmes et d'égalité entre les hommes et les femmes dans les cadres juridiques et règlementaires des pays membres de l'OIF, tout en veillant à leur application ;

- L'adoption de budgets sensibles au genre et l'intégration de l'approche genre dans toutes les politiques publiques, les programmes de développement et l'harmonisation des outils destinés à leur suivi et évaluation ;

Félicitons nos Chefs d'Etats pour leur effective implication visant à garantir la participation effective des femmes aux instances de décisions politiques ;

Leur demandons néanmoins de privilégier la nomination de femmes à des postes de responsabilité et de considérer l'utilisation de lois sur la parité et de mesures spéciales temporaires comme autant de moyens d'atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes ;

Souhaitons le renforcement des mesures nécessaires pour l'accès à l'éducation et l'information des hommes, des femmes et des jeunes de tout bord en vue de surmonter les stéréotypes et autres barrières socio-culturelles favorisant la perpétuation de discriminations à l'égard des femmes.

Au vu de tout ce qui précède, nous nous engageons à continuer de soutenir nos Etats pour qu'ils puissent traduire leur volonté politique d'un meilleur futur pour les femmes et les jeunes filles, en une participation réelle de ces dernières dans toutes les sphères de la vie publique, culturelle, sociale et économique de nos pays, et ainsi offrir à nos populations le développement durable et équitable qu'elles méritent.

Source: IknowPolitics